

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 28/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ENVIE 2E ALSACE

6 rue Herrade
67200 Strasbourg

Références : 13098/MS/AG
Code AIOT : 0003013098

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement ENVIE 2E ALSACE, implanté 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite annuelle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E ALSACE
- 2 rue des Imprimeurs 67118 Geispolsheim
- Code AIOT : 0003013098
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Envie2e Alsace exploite, à Geispolsheim, un centre de transit et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le site de Geispolsheim a été autorisé le 16 avril 2019 et accueille des activités précédemment exercées à Strasbourg, rue Herrade (site visité le 21 septembre 2023).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incendie, déchets, stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
2	déchets contenant des PCB-PCT	Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, articles 8.1.1 8.1.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	défense incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, articles 7.2.2 7.2.3	/	Sans objet
3	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, article 2.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'exploitant a demandé un classement suivant la rubrique ICPE 2792-1, et qu'il considère, même sans analyse, que des déchets en relèvent, il doit respecter la quantité-limite. NB : la quantité de référence est celle de fluide PCB-PCT.

L'échéancier d'enlèvement du surstock observé est attendu en retour.

L'inspection considère que les changements apportés par l'exploitant aux moyens de défense incendie en référence à sa note du 14 avril 2022 ne dégradent pas, et même, améliorent la sécurité du site et peuvent être actés.

Il conviendrait que l'exploitant finalise sa notification de modification de 2022 par l'ajout des RIA et l'absence d'additivation de l'eau « incendie » des alvéoles.

Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté pourra être réalisée ensuite.

L'inspection encourage l'exploitant à se mettre en capacité de pouvoir réaliser des prélèvements environnementaux en cas d'incendie, notamment pour évaluer les retombées.

L'inspection a rappelé l'importance, pour les conditions d'intervention et la communication, qu'il y a à pouvoir accéder très rapidement à l'état des stocks en cas d'incendie, y compris depuis un site distant (par exemple celui de Strasbourg).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, articles 7.2.2 7.2.3
Thèmes : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.2 Disponibilité en eau (...)</p> <p>Pour la défense contre l'incendie, la disponibilité en eau garantie est de 240 m³/h pendant deux heures. La quantité d'eau nécessaire sur le réseau d'eau sous pression est distribuée par des hydrants normalisés de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit minimal de 60 m³/h pendant 2 heures, sous une pression dynamique supérieure ou égale à 1 bar, situés à moins de 150 m des entrées du bâtiment et distants entre eux de 150 m au maximum. Un minimum d'un tiers des besoins en eau est fourni par le réseau sous pression. (...)</p> <p>Article 7.2.3 NB : la modification de cet article est demandée par l'exploitant</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1.2 ;

- un poteau d'incendie interne, dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, pouvant chacun débiter 60 m³/h pendant deux heures,
- un puits incendie interne alimenté par la nappe phréatique offrant un débit de 60 m³/h équipé de raccord normalisés,
- une réserve d'eau de 370 m³ aménagée conformément au guide technique annexé au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie pris par arrêté préfectoral du 15 février 2017,
- d'un RIA dans le hall nord, à proximité des quais,
- de 82 extincteurs répartis dans les bureaux, dans les locaux techniques (compresseur Hall nord, charge, stock, sprinkler, électrique), des stockages extérieurs et des îlots dans les halls nord et sud, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées, *
- de dispositifs d'extinction automatique pour les stockages extérieurs (cf. titre 8).

Article 8.3.2 – Extinction automatique (NB : *prescription à revoir*)

Les bennes de 40 m³ de PAM et les alvéoles sont protégées par un système d'extinction automatique autonome à eau additivée.

Constats :

L'exploitant a notifié le 14 avril 2022 disposer, au titre de ses moyens propres de :

1 poteau incendie interne normalisé (100 mm 60 m³/h pendant 2 h et 1 bar).

Les essais présentés (2023) montrent un débit de 90 m³/h sous 1 bar en essai simultané avec le poteau présent sur la rue.

82 extincteurs

Le rapport de contrôle 2023 en dénombre 132, en bon état.

Une réserve d'eau souple de 240 m³

La réserve est bien présente.

3 dispositifs d'extinction automatique extérieurs sur portiques

L'un des trois dispositifs mobiles, pouvant être placés au-dessus d'une benne, a été remplacé en 2023. L'exploitant a conservé les deux autres, dont la péremption interviendra en 2024, mais déclare ne plus en avoir l'usage.

1 dispositif d'extinction à poudre pour les piles et batteries

Les piles et batteries conditionnées en fûts sont entreposées dans une benne extérieure, éloignée du bâtiment et équipée d'une extinction automatique.

1 dispositif d'extinction à eau pour la ligne de traitement des PAM (petits appareils en mélange), alimenté par une cuve de 20 m³

Ce dispositif a été vu dans l'atelier de traitement des PAM.

1 dispositif d'extinction automatique "sprinkler" pour le bâtiment et les zones de stockage extérieures (benne PAM et alvéoles), alimenté par deux cuves totalisant 630 m³

Les réserves d'eau, neuves, ont été portées à 703 m³ (une cuve de 30 et une cuve de 673 m³). Le dispositif d'extinction à l'eau, sans additif, dessert l'intégralité du bâtiment et ses zones couvertes attenantes sur la face nord et à l'angle est du bâtiment (alvéoles et hangars, réseau extérieur déclaré maintenu hors gel par l'exploitant).

A ces moyens, s'ajoute un poteau incendie externe normalisé situé sur la voie publique, qui, avec la réserve d'eau et le poteau normalisé interne, permet de respecter la disponibilité de 480 m³ (240 m³/h pendant 2 h) prescrite à l'article 7.2.2

Ce poteau a été testé en 2023, avec le poteau interne, simultanément, à 115 m³/h sous 1 bar.

L'exploitant indique, dans sa notification du 14 avril 2022, avoir supprimé :

- le puits incendie interne ;
- la précédente réserve d'eau de 370 m³, devenue obsolète ;
- le RIA dans le hall nord (pression insuffisante donc considéré enlevé, mais le dispositif est maintenu en place, pour ce qu'il vaut).

Le "RIA" résiduel a été vu. Deux autres équipements de même nature sont aussi présents sur le site.

L'exploitant annonce, pour le premier semestre 2024, l'équipement complet et normalisé du site en RIA. En cas de feu de batterie au lithium, l'usage des RIA est considéré plus sûr que celui des extincteurs, car il permet au personnel intervenant de se tenir à distance.

L'inspection considère que les changements apportés par l'exploitant aux moyens de défense incendie en référence à sa note du 14 avril 2022 ne dégradent pas la sécurité du site et peuvent être actés.

Il conviendrait que l'exploitant finalise sa notification de modification de 2022 par l'ajout des RIA et la justification de l'absence d'additivation de l'eau de l'extinction automatique des alvéoles.

Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté pourra être réalisée à ce moment.

L'inspection encourage l'exploitant à se mettre en capacité de pouvoir réaliser très rapidement des prélèvements environnementaux en cas d'incendie, notamment pour évaluer les retombées.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : déchets contenant des PCB-PCT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, articles 8.1.1 8.1.2

Thèmes : Risques chroniques, PCB

Prescription contrôlée :

Article 8.1.1 – Limitation et contrôle de la quantité présente de fluides contenant 50 mg/kg et plus de PCB et/ou PCT (exprimés en PCB totaux)

La quantité présente dans l'établissement de fluides contenant plus de 50 mg/kg de PCB et/ou PCT (exprimés en PCB totaux) est strictement inférieure à 2 tonnes. Les justificatifs de la quantité présente à un instant donné sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place les mesures opérationnelles lui permettant de s'assurer en permanence du respect de cette prescription parmi lesquelles :

- l'isolement au plus tôt après leur arrivée sur le site des objets suspects, de manière à les ranger en sécurité : contenant ou sol étanche, local fermé,
- une gestion optimisée des stocks de ces objets (appareils ou composants) pour les maintenir au plus bas niveau possible.

Article 8.1.2 – Conditions de stockage

Les objets (appareils ou composants) contenant des fluides dont la teneur dépasse 50 mg/kg de PCB et/ou PCT (exprimés en PCB totaux) ou imprégnés de tels fluides ou considérés comme susceptibles d'en contenir ou d'en être imprégnés sont stockés dans un local dédié clairement identifié, dans des conditions prévenant toute contamination du sol du bâtiment et garantissant la récupération complète de tout épandage accidentel.

Les dispositions du titre 7 du présent arrêté relatives aux capacités de rétention sont respectées.

Constats :

A l'examen de l'état des stocks, il est apparu que la quantité enregistrée excède largement 2 tonnes.

L'exploitant a indiqué que du retard avait été pris pour l'évacuation de déchets supposés contenir des PCB, mais qu'il disposait des certificats d'admission préalables d'un incinérateur de déchets lui

<p>permettant la résorption prochaine du surstock.</p> <p>Il affirme aussi que les déchets classés par lui comme contenant des PCB le sont par précaution (radiateurs à bain d'huile, certains condensateurs), sans analyse de l'huile.</p> <p>Les résultats du centre récepteur final, qui procède lui aux analyses, n'auraient plus montré de teneur en PCB supérieure à 50 ppm depuis plusieurs années. Ceci paraît cohérent, puisque l'usage des PCB est banni de longue date et que le stock d'appareil en contenant est donc fini ; la probabilité d'en trouver diminue avec le temps.</p> <p>Mais, en cohérence, si l'exploitant a demandé le classement suivant la rubrique ICPE 2792-1, et qu'il considère sans analyse que des déchets en relèvent, il doit respecter la quantité-limite.</p> <p>NB : la quantité de référence est celle <u>de fluide</u>.</p> <p>Un échéancier de résorption du surstock déclaré est attendu.</p> <p>Les conditions de stockage des appareils présumés contenir des PCB-PCT n'appellent pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2019, article 2.1.5
Thèmes : Risques accidentels, stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.1.5 – État des stocks de produits dangereux (...)</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état des stocks est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>La quantité maximale présente de DEEE dangereux est limitée à 325 t par l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>La quantité totale de DEEE est limitée à 5000 m³ par ce même article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks a été consulté. Les quantités dont il rend compte sont inférieures aux limites (sauf pour la catégorie PCB-PCT, cf. point de contrôle précédent).</p> <p>L'inspection a rappelé l'importance qu'il y a à pouvoir accéder très rapidement à l'état des stocks en cas d'incendie, y compris depuis un site distant (par exemple celui de Strasbourg).</p> <p>Un plan des installations, réalisé en relation avec les pompiers, est accessible pour ceux-ci à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet